



**OGB-L**

**C'EST LE  
MOMENT**

Dossier complet



**OGBL Onafhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg**

60 bd J.-F. Kennedy | L-4170 Esch-sur-Alzette

T. +352 2 6543 777

ogbl.lu f ogbl.lu t OGBL\_Luxembourg



# Le moment est venu pour agir

Depuis le déclenchement de la crise sanitaire, l'OGBL a tout mis en œuvre pour que celle-ci ne se transforme pas en profonde crise sociale. Que ce soit dans les entreprises ou dans les négociations avec le gouvernement et le patronat, l'OGBL n'a cessé d'intervenir pour défendre les droits et les intérêts des salariés afin que ces derniers ne soient pas au final les grands perdants de cette crise.

Il est un fait que l'économie luxembourgeoise a été mise à rude épreuve au cours de ces 18 derniers mois. L'OGBL a soutenu nombre de mesures nécessaires décidées par le gouvernement pour venir en aide aux entreprises qui, sans elles, auraient connu de grandes difficultés pour se maintenir à flot. On peut dire aujourd'hui que le pire a pu être évité sur ce plan, même si nombre d'entreprises ont été fragilisées et qu'une partie d'entre elles continuent toujours de ressentir les effets de la crise.

Mais ce sont sans aucun doute les salariés et leurs familles qui ont le plus souffert au cours de cette période. Les inégalités sociales qui, déjà avant la crise, se creusaient insidieusement au Luxembourg ont, comme on pouvait s'y attendre, tout simplement explosé avec la crise sanitaire. Il est désormais plus que temps d'apporter les réponses politiques adéquates à cet état de fait et de renverser ainsi la tendance. Le moment est venu pour agir.

---

## Plus de pouvoir d'achat, de meilleurs salaires

C'est le moment...

- pour renforcer le pouvoir d'achat des femmes et hommes salariés et des pensionnés, afin de maintenir la demande intérieure à un haut niveau et de soutenir la reprise économique.
- pour une adaptation des prestations familiales, qui va au-delà de la réindexation des allocations familiales maintenant confirmée – un résultat de l'action de l'OGBL, mais qui ne compense la perte en valeur dû à désindexation des prestations familiales. L'OGBL réclame une revalorisation de 7,7%.
- pour mettre fin à toutes les discriminations envers les frontaliers et frontaliers au niveau des prestations familiales.
- pour défendre l'indexation automatique des salaires.
- pour mieux refléter la perte de pouvoir d'achat réelle au niveau de l'index (coûts liés au logement et taxe CO<sub>2</sub>).
- pour augmenter le salaire social minimum afin de mettre fin au phénomène des «travailleurs pauvres».
- pour réformer la loi sur les conventions collectives de travail, afin que plus de salarié.e.s puissent bénéficier de leurs avantages.

---

## Des emplois sûrs

### C'est le moment...

- ♦ pour mettre en place une politique cohérente au niveau de la formation professionnelle continue et en faire un droit réel pour les salarié.e.s. Il s'agit du meilleur moyen pour faire en sorte que la transformation digitale et la transition écologique ne s'accompagnent pas de pertes d'emploi massives.
- ♦ pour réformer et renforcer l'outil du plan de maintien dans l'emploi, afin d'agir préventivement contre tout risque de licenciements massifs.
- ♦ pour réformer la législation sur les plans sociaux en renforçant les droits de négociation des syndicats.
- ♦ pour une meilleure protection des salariés en cas de faillites, ceci notamment quand les aides de l'Etat aux entreprises dans le cadre de la pandémie toucheront à leur fin.
- ♦ pour une meilleure prise en charge en cas de chômage, afin de transformer celui-ci en véritable instrument de lutte contre la précarité.

---

## Une politique active pour le logement abordable

### C'est le moment...

- ♦ pour un changement de cap fondamental dans la politique du logement. Plus personne ne nie l'état d'urgence en matière de logement.
- ♦ pour lutter activement contre la spéculation foncière par des mesures fiscales: réforme de l'impôt foncier et introduction d'une taxe de rétention («Spekulationssteuer») nationale.
- ♦ pour faire en sorte que les instruments fiscaux frappent vraiment les spéculateurs et non le simple citoyen. A cet égard l'OGBL se prononce pour une progressivité au niveau de l'imposition suivant le nombre et la superficie des biens et

terrains détenus, mais aussi pour une libération du domicile de la personne contribuable.

- ♦ pour prévoir un véritable frein à l'évolution des prix des loyers, qui reflète l'évolution des prix du foncier mais aussi celle des revenus.
- ♦ pour introduire de critères sociaux et d'une dégressivité au niveau de l'attribution des aides climatiques pour les rénovations visant à augmenter l'efficacité énergétique. Il faut éviter que ces aides profitent qu'aux ménages fortunés.
- ♦ pour augmenter la subvention de loyer, afin de refléter l'évolution des loyers demandés.
- ♦ pour une réelle offensive de création de logements publics à prix abordable.

---

## Une politique fiscale juste

### C'est le moment...

- ♦ pour ne pas prévoir de charge fiscale supplémentaire pour les salarié.e.s, mais au contraire pour des réformes fiscales qui créent plus d'équité et de justice sociale.
- ♦ pour prévoir à nouveau une adaptation du barème de l'impôt à l'évolution des prix, alors qu'il n'y a pas eu d'adaptation depuis 2009. Cela revient à une hausse insidieuse des impôts.
- ♦ pour prévoir plus de justice fiscale au niveau de l'agencement des barèmes, en allégeant la charge fiscale sur les bas et moyens revenus, tout en ajoutant des tranches au sommet.
- ♦ pour enfin mettre un terme aux désavantages pour les ménages monoparentaux, qui sont le plus exposés du risque de pauvreté.
- ♦ pour ne pas prévoir de baisses supplémentaires de l'imposition des entreprises, après toutes les diminutions des taux mises en œuvre les dernières années.
- ♦ pour mettre un terme à l'inégalité manifeste entre l'imposition des revenus du capital et des revenus du travail.

- pour imposer les très grandes fortunes en réintroduisant un impôt sur la fortune («Rächtumssteuer») et en prévoyant l'imposition en ligne directe des très grands héritages.
- pour un État financièrement fort, qui est capable de mener une politique d'investissements volontariste dans les services publics, la santé, la sécurité sociale, les transports publics, la recherche, l'enseignement, la protection du climat, etc.

## Un vrai équilibre travail-vie

C'est le moment...

- pour trouver des modes de travail qui permettent de mieux concilier l'activité professionnelle et la vie privée/familiale.
- pour voter le projet de loi mettant en œuvre l'accord national entre syndicats et patronat sur le respect du droit à la déconnexion.
- pour élargir le droit au congé social, visant à couvrir des urgences liées à la santé ou à la famille de la/du salarié.e, à l'ensemble des salarié.e.s.
- pour introduire la 6e semaine de congé légal, soit un minimum de 30 jours de congé de récréation.
- pour mettre en œuvre un cadre qui permet la négociation de réductions de temps de travail sans perte de salaire, en prenant en compte les spécificités des entreprises et des secteurs.
- pour défendre le système du conventionnement obligatoire des médecins. Ce n'est surtout pas le moment pour libéraliser les tarifs et créer une médecine à plusieurs vitesses.
- pour améliorer et étendre les prestations de santé prises en charge par la Caisse nationale de Santé, p.ex. psychothérapie, orthodontie, traitements oculaires...
- pour une réforme globale du reclassement professionnel, qui règle une fois pour toutes les nombreux problèmes à ce niveau.
- pour une augmentation de la dotation de lits et de personnel dans les structures hospitalières.
- pour mettre en œuvre le virage ambulatoire sous la responsabilité des établissements hospitaliers et pour développer le système des maisons médicales afin de désengorger les urgences.
- pour défendre notre régime de pensions et pour garantir le pouvoir d'achat des pensionnés. A cet égard, l'OGBL demande l'annulation des mesures prévues par la réforme de 2013 afin d'éviter toute dégradation au niveau de l'ajustement et de la prime de fin d'année.

## Une sécurité sociale performante

C'est le moment...

- pour éviter toute fragilisation et toute mise en question du caractère universel et solidaire de notre sécurité sociale, qui a montré une fois de plus, son rôle stabilisateur dans la crise sanitaire.
- pour introduire définitivement le tiers payant généralisé.

